

ENGIE: LA VALSE DES ACTIFS FINANCIERS... ET DES ACTIFS SALARIÉ.E.S CONTINUE

M

ardi 12 mai 2020, au lendemain du déconfinement et avant l'ouverture de la bourse, le Groupe ENGIE a annoncé « sa volonté de se concentrer sur les zones géographiques et des activités pour lesquelles le groupe peut avoir une forte valeur ajoutée et au service de la transi-

tion vers la neutralité carbone »¹ ce qui « implique la sortie du groupe de 25 pays et une meilleure sélectivité dans ses activités de services »¹. Si le volet géographique de ce communiqué de presse était déjà plus ou moins dans les cartons (déjà évoqué par l'ex DG Isabelle Kocher dès septembre 2018), la remise en cause de certaines activités de services en France sous l'appellation « sélectivité », a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Ainsi, comme l'a déclaré la coordination CGT : « En dehors de l'impact Covid qui n'est pas encore mesuré, le groupe compte se séparer de 15 000 salariés dans le monde dont 9 000 en France »².

Un discours hélas maintes fois entendu chez ENGIE

La direction dément tout plan social en prévision et indique qu'il « s'agit d'activités très dispersées qui se situent à la périphérie du groupe et qui dégagent très peu ou pas de résultats. Cela représente beaucoup de salariés, certes, mais il n'est pas question de supprimer ces activités, seulement de leur trouver de meilleurs propriétaires ».

ENDEL, filiale d'ingénierie, très implantée dans la maintenance nucléaire, jusqu'alors présentée comme une activité d'avenir (démantèlements à venir), en ferait les frais. Ce faux recentrage des activités, qui pourrait apparaître comme un retour vers l'énergie, n'est en fait qu'une optimisation financière de plus. Ainsi, à force de céder ses actifs, qui plus est en les bradant, ENGIE a fini par casser son moteur en se dégageant trop vite de ses activités historiques, sans attendre l'effet beaucoup plus long du développement des énergies renouvelables. Après des plans d'austérité à répétition, pour maintenir son résultat par des économies, c'est désormais la phase des licenciements



boursiers avec l'amputation des activités jugées les moins rentables.

Tempo diabolique

Est-ce le moment de lancer un chantier aussi dévastateur, en pleine crise sanitaire et à la veille d'une crise économique sans précédent ? Est-ce par de futurs plans sociaux que la direction remercie ses salarié.e.s qui ont réalisé des efforts colossaux pour maintenir l'activité ? Car ne nous leurrions pas, cette « sélectivité » se traduira soit par des cessions soit par l'abandon d'activités, et donc, au final par une énorme casse sociale, alors qu'« en même temps » nombreux sont ceux qui s'expriment pour changer de modèle économique dans le futur. Ce n'est clairement pas l'avis des dirigeants d'ENGIE qui clament pourtant haut et fort leur attachement à la transition zéro carbone. Cela impliquerait de penser sur le temps long, investir massivement dans la R&D... or effectifs et budgets R&D ne cessent de fondre depuis la fusion GDF-SUEZ de 2008 ! La logique financière, toujours à l'œuvre, empêche toute perspective sans véritable stratégie pour les activités. Elle démontre aujourd'hui, encore plus qu'hier, son inaptitude à faire face aux défis du futur, y compris le dérèglement climatique, future crise déjà inscrite pour l'avenir. La CGT sera aux côtés des salariés pour s'opposer à ce gâchis industriel.

1 : Dépêche AFP 12 mai

2 : Communiqué de presse CGT 12 mai soir